



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Parti-quebecois-a-juger-sur-ses-pratiques-concretes-pas-sur-ses-promesses>

Parti québécois à juger sur ses pratiques concrètes, pas sur ses promesses racoleuses

- Politique québécoise -



Pour comprendre les politiques du PQ dans la conjoncture qui vient, il est important de revenir sur les raisons de sa défaite de 2014 et sur les débats internes qui l'ont traversé depuis lors. C'est la seule manière de tirer des conclusions pertinentes pour la suite des choses qu'il nous prépare. On pourra ainsi mesurer l'écart de son projet politique avec celui de Québec solidaire.

1. Le Parti québécois est un parti en crise. Il n'offre aucune solution véritable tant sur le terrain social que sur le terrain de la lutte nationale. Cela a été démontré par les politiques menées par ce parti lorsqu'il était au gouvernement. Les politiques du gouvernement Marois ont été sanctionnées par la cuisante défaite de 2014. L'élection de PKP à la direction du PQ a été une démonstration supplémentaire du cours droitier de ce parti. Aujourd'hui, l'orientation que Jean-François Lisée a donnée à ce parti, dont la pièce maîtresse est le rejet de la tenue d'un référendum sur la souveraineté en 2022, démontre qu'il n'est plus que le parti de l'alternance provincialiste. C'est pourquoi Québec solidaire demeure la seule alternative politique à l'impasse où le Parti québécois veut mener la majorité populaire du Québec.

La désastreuse défaite de 2014 et ses leçons

2. Malgré ses promesses électorales de 2012, le gouvernement Marois a rapidement capitulé devant les pressions de la classe dominante : défense du déficit zéro illustrée par les budgets du ministre des Finances et de l'Économie Nicolas Marceau, refus d'éliminer la taxe santé comme il l'avait promis, refus du blocage de la privatisation rampante en santé comme en éducation...

3. Alors que le programme du PQ de 2011 promettait la construction d'un Québec bleu et vert, le gouvernement Marois a favorisé l'exploration pétrolière sur l'île d'Anticosti (et l'a même financée) et la première ministre s'est montrée ouverte à la construction d'oléoducs permettant de désenclaver le pétrole tiré des sables bitumineux de l'Alberta.

4. Sans stratégie claire de lutte pour l'indépendance, s'abritant derrière le concept fumeux de gouvernance souverainiste, empêtré par la résolution donnant à la première ministre péquiste, le pouvoir de choisir le moment de la tenue du référendum, le Parti québécois a été tout à fait incapable de résister à l'offensive démagogique lancée par le Parti libéral de Philippe Couillard.

5. Le Parti québécois a cherché à combler son manque de stratégie dans la lutte pour l'indépendance par une rhétorique étroitement nationaliste faisant du nous d'origine le cœur de la nation dans une logique étroitement identitaire. La Charte des valeurs québécoises, malgré les précautions oratoires, a visé les secteurs de la population québécoise issus de l'immigration, et particulièrement les femmes musulmanes. Il n'a pas craint de libérer les peurs des étrangers présentés comme les principaux porteurs d'une possible régression de la société québécoise. Cette instrumentalisation électorale d'une laïcité déformée, au nom d'une prétendue neutralité de l'état, a profondément divisé la société québécoise et rejeté des secteurs les plus vulnérables de la population vers le camp fédéraliste, affaiblissant, encore davantage, le soutien à l'indépendance, dans ces secteurs.

6. Ces politiques du gouvernement Marois ont déconcerté sa base électorale. Le Parti québécois a été sanctionné par une cuisante défaite électorale le 7 avril 2014 après 18 mois au gouvernement. Il a perdu 24 sièges et il s'est retrouvé avec 30 député-e-s et 25% des votes, le pire score depuis le début des années 70. La cheffe du PQ a perdu dans sa circonscription et a dû démissionner.

Pierre-Karl Péladeau élu chef, un choix révélateur

7. Suite à une première course à la chefferie, Pierre-Karl Péladeau, propriétaire d'un empire de presse et antisyndicaliste notoire, a été élu à la direction du PQ. Durant toute la course à la chefferie, il avait refusé de dire ses intentions face à la tenue d'un référendum dans un premier mandat, face aux politiques d'austérité et au déficit zéro. Il avait présenté l'exploitation pétrolière comme un atout pour le Québec et avait été le seul candidat-e durant la course à la chefferie à ne pas s'opposer à la construction d'Énergie Est. Face à la montée du mouvement environnementaliste, il reviendra plus tard sur cette position. Il avait refusé de dire ses intentions sur la modernisation de la loi antiscab et sur les mesures facilitant l'accès à la syndicalisation... En somme, il demandait un mandat en blanc et il l'a obtenu.

8. Pourquoi une majorité du membrariat du PQ a-t-elle opté pour Pierre-Karl Péladeau ? Parce que cette majorité croyait que la notoriété d'un grand capitaliste québécois pouvait permettre le retour au pouvoir du Parti québécois. Cela est d'autant plus important que c'est cette perspective qui autorise la direction péquiste de gérer les nombreuses tensions qui traversent le parti dans le sens de la réaffirmation des positions des élites nationalistes et des professionnel-le-s de la politique qui dominent entièrement ce parti : maintien de la perspective de gouvernance souverainiste (malgré les proclamations sur la nécessité du pays sans aucun engagement sérieux à cet égard), refus de s'opposer aux traités de libre-échange pilotés par les multinationales, politique nationaliste et identitaire contre l'orientation basée sur un Québec inclusif, refus de mener une politique claire contre toute privatisation des services publics. La première intervention de Pierre-Karl Péladeau à l'Assemblée nationale a été une offre de collaboration au gouvernement Couillard pour jeter les bases d'une véritable politique économique... Le règne de Pierre-Karl Péladeau, de moins en moins inspirant, car définissant les politiques du PQ à l'encontre des aspirations sociales et nationales de la majorité populaire, a été de courte durée.

Le PQ de Jean-François Lisée : manoeuvres et double langage au poste de commande

9. Pour construire sa base parmi les membres du PQ, Jean-François Lisée n'a pas hésité à jouer à fond la carte identitaire. Il a promis le retour de l'interdiction des signes religieux dans le secteur public ; il a insisté sur la nécessité de seuils d'immigration pour favoriser leur intégration. Il a stigmatisé son adversaire Alexandre Cloutier pour son manque de fermeté à ce propos. Et c'est à partir de cette rhétorique qu'il a marqué des points et a construit sa majorité dans la course à la chefferie.

10. Jean-François Lisée a osé écarter clairement la perspective de la tenue d'un référendum sur la souveraineté du Québec dans un premier mandat. Il défend l'idée que seul le report du référendum permettra d'envisager la reprise du pouvoir par le parti aux prochaines élections. Pratiquement, il écarte la possibilité de définir un plan d'accès à la souveraineté au congrès de 2017. Il amène le PQ à se définir sans masque dans une perspective d'alternance gouvernementale provincialiste. Et il va plus loin. La campagne de 2018 doit s'articuler essentiellement autour du renversement du gouvernement Couillard. L'indépendance ne saurait être pour lui un enjeu de cette élection et il promet qu'un gouvernement qu'il dirigerait n'utiliserait pas l'argent de l'état pour faire la promotion de la souveraineté.

11. Le PQ de Jean-François Lisée cherche maintenant à construire un large bloc social derrière lui non plus pour unir les indépendantistes, mais pour se débarrasser des libéraux et le porter au pouvoir. La convergence qu'il appelle de ses vœux, c'est une convergence « visant à restaurer les ressorts essentiels de la nation, mis à mal par près de 15 ans de régime libéral. » (Proposition principale, page 6) Et cela sera possible, prétend-il, sans remettre en question les pouvoirs du gouvernement fédéral sur le Québec. Pourtant, la Proposition principale écrit : « Au Canada, les consensus québécois ne sont pas respectés. C'est pourquoi, au sein du Canada, où notre peuple est fatalement minoritaire, l'État fédéral peut nous imposer ses choix, par exemple, des guerres sans notre consentement, une politique économique favorisant les pollueurs, un oléoduc dangereux sur notre territoire, une politique linguistique nuisant à la langue française et plus de répression que de réhabilitation pour de citer que

certaines enjeux parmi d'autres. » (Proposition principale, page 6) Malgré cela, il présente une proposition principale qui prétend reconstruire le Québec et ses perspectives en écartant la lutte pour l'indépendance. Il affirme vouloir « soutenir le Québec entrepreneurial de toutes ses forces » tout en prétendant reprendre certaines revendications des mouvements sociaux. C'est pourtant cette classe entrepreneuriale qui refuse de payer sa juste part en impôts et qui place son argent dans les paradis fiscaux. C'est cette classe entrepreneuriale qui veut toujours remettre à plus tard une hausse significative du salaire minimum. C'est cette classe entrepreneuriale qui fait pression pour la privatisation des services publics et qui refuse de lier la lutte contre les changements climatiques à la lutte contre les intérêts capitalistes des secteurs pétroliers. Mais le double langage et les manœuvres sont la texture même des politiques que nous sert Jean-François Lisée.

Parti québécois et Québec solidaire : deux visions contradictoires de l'avenir du Québec

12. Le Parti québécois pose la question nationale en termes d'identité nationale, soit du point de vue des dominants qui ont intérêt à introduire des débats qui divisent sur une base culturelle, ethnique, raciale ou religieuse la majorité populaire et à unir cette majorité sous la direction des élites nationalistes. C'est pourquoi le Parti québécois s'appuie sur une conception essentialiste de la nation la posant comme entité homogène héritière d'ancêtres dont il faudrait continuer les apports. La nation est donc définie par son héritage, par son passé, par son histoire. Dans une société, comme la société québécoise, marquée par une diversité culturelle de plus en plus profonde, pour le Parti québécois, la nation serait menacée par des minorités ethniques de plus en plus importantes dont les valeurs seraient parfois porteuses de régressions culturelles et sociales.

13. Dans ce type de situation, la volonté d'assimilation (ou de rejet) des communautés définies comme étrangères tend à se manifester de plus en plus ouvertement. Le Parti québécois défend ce type de conception de la nation qui tend à définir la diversité culturelle grandissante comme un obstacle essentiel à la souveraineté de la nation. De plus, le projet péquiste assume que la Banque du Canada pourrait être la Banque centrale d'un Québec « indépendant ». Il assume que les accords de libre-échange qui ouvrent le Québec à la prédation des multinationales sur nos services publics pourraient donner un environnement économique stimulant à un « Québec indépendant ». Il assume que l'exploitation des richesses naturelles du Québec pourrait être le fait de compagnies multinationales étrangères... Le projet péquiste donne un contenu à « l'indépendance » qui va à l'encontre d'un projet d'émancipation sociale. En affirmant que l'indépendance n'est ni de gauche ni de droite, le PQ rejette le fait que l'indépendance soit un projet de transformation progressiste de la société.

14. Le projet de Québec solidaire définit la nation comme une communauté souveraine, comme une collectivité régie, par une position commune, consciente d'elle-même et désireuse de construire une société qui fait de la souveraineté populaire le centre de son existence politique. C'est une nation politique. Dans ces conditions, le Québec indépendant que défend Québec solidaire se définit par des objectifs politiques partagés, par l'affirmation d'un projet de société à laquelle on aspire en commun. C'est plus dans le présent et dans nos aspirations pour l'avenir qu'il faut rechercher les axes de l'identité que nous voulons construire ensemble... Pour Québec solidaire, il est impératif de reconnaître les différentes cultures présentes en sol québécois et leurs apports diversifiés à une nouvelle culture émancipatrice. Dans ce contexte, la rupture et la critique du rapport colonial que nous avons établi avec les Premières nations sont particulièrement essentielles.

15. Pour Québec solidaire, l'indépendance passe par la fin de la domination des institutions de l'État canadien sur le territoire québécois (que ce soit sa banque centrale, sa monnaie, son armée, ses traités) . Il rejette également l'asservissement de l'exploitation du territoire par les multinationales et les banques étrangères. Québec solidaire refuse la domination sur la vie économique, sociale et culturelle du capital étranger sur le Québec. Il cherche à fonder des institutions économiques qui permettront au peuple québécois de décider de ses propres orientations économiques et environnementales de façon démocratique en toute indépendance. Québec solidaire fait de la lutte pour l'égalité et la justice sociale, le centre de son combat, car cette lutte est essentielle à l'insertion de tous et toutes dans la société québécoise sur une base égalitaire. L'affirmation d'une autonomie politique face au bloc péquiste est

Parti québécois à juger sur ses pratiques concrètes, pas sur ses promesses racoleuses

le chemin nécessaire de la constitution d'un nouveau bloc social formé de la majorité des classes exploitées et opprimées en alliance avec les Premières nations, capable en d'autres termes de lier indépendance, projet de société égalitaire et souveraineté populaire.